

ARRETE TEMPORAIRE N° A_ 2022 _ N° 372/22

6.1.3
DGS/PM

REGLEMENTANT LA CIRCULATION AVENUE ANTOINE LAURENT LAVOISIER

PUBLIÉ LE 9 DECEMBRE 2022

Le Maire de la Ville de Sorgues,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-18 et L.2122-20, mais aussi ses articles L.2212-1 et suivants et L.2213-1,

VU, la délibération n°DCM-2020-29 de la séance du Conseil Municipal du 28 mai 2020 portant élection du Maire,

VU, les arrêtés en date du 9 juin 2020, 20 août 2020, 27 mai et 16 septembre 2021 par lesquels le Maire délègue ses pouvoirs aux Elus délégués,

VU, l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 livre I - 8^e partie - signalisation temporaire ;

VU, le code de la route et notamment ses articles R 110-1 et suivant, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28, et les articles L.325-1 à L.325-3,

VU, le code pénal et notamment son article R 610-5,

VU, la demande de l'entreprise SET TELECOM relative à des travaux de remplacement d'une chambre télécom au 65 avenue Antoine Laurent Lavoisier,

VU, l'arrêté n°134 portant permis de stationnement temporaire sur le domaine public,

CONSIDERANT que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation,

ARRETE

ARTICLE 1 - Dans le cadre de travaux de remplacement d'une chambre télécom au 65 avenue Antoine Laurent Lavoisier, la circulation des véhicules sera alternée manuellement dans cette avenue, au droit du chantier, à compter du **12 DECEMBRE 2022** pour une durée de dix jours.

ARTICLE 2 - L'entreprise SET TELECOM mettra en place la pré-signalisation et la signalisation réglementaire indiquant cette restriction.

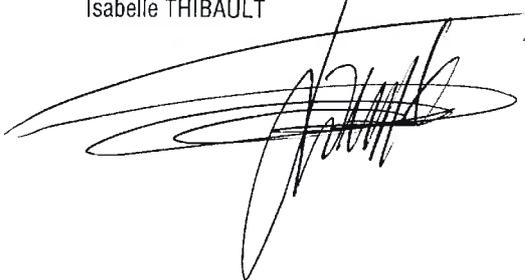
ARTICLE 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 4 - Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur général des services, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, la directrice de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché sur les lieux.

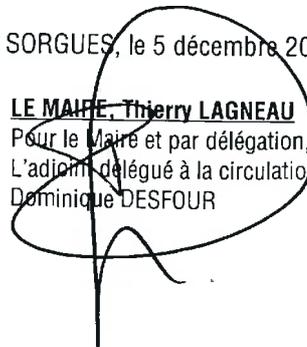
SORGUES, le 5 décembre 2022

Certifié exécutoire par le Maire
Compte tenu de la publication
Le 9/12/2022
Pour le Maire et par délégation
La directrice de la police municipale
Isabelle THIBAULT

LE MAIRE, Thierry LAGNEAU
Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint délégué à la circulation
Dominique DESFOUR



Handwritten signature of Isabelle Thibault, the municipal police director.



Handwritten signature of Thierry Lagneau, the Mayor, with a circular stamp around it.